

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 01/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOCLI

Espujos le bosq
65370 IZAOURT

Références : 2022-0835-Dp
Code AIOT : 0006801150

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022, dans l'établissement SOCLI implanté lieux-dits "Espujos" et "le Bosq" à IZAOURT (65370).

L'inspection a été annoncée le 15/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans les suites de l'accident de tir de mine du 22 février 2022. Cette visite avait pour objet de s'assurer de la bonne réalisation du tir de mine de microminage afin de valider la méthode d'exploitation pour le secteur à risques de basculement de blocs rocheux dans le versant Est de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCLI
- Lieux-dits "Espujos" et "le Bosq" 65370 IZAOURT
- Code AIOT : 0006801150
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société SOCLI appartient au groupe HeidelbergCement Group regroupant notamment les sociétés Ciments Calcia, GSM, Tratel, Unibéton...

Le siège social de SOCLI est situé à IZAOURT (65370). Cette société est en activité depuis 44 ans et le site produit de la Chaux depuis 1903. Par arrêté préfectoral n°2003-69-1 du 10 mars 2003, elle a été

autorisée à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert et une installation de premier traitement de matériaux, ces installations sont situées sur le territoire de la commune d'IZAOURT. La société compte une quarantaine de salariés pour un chiffre d'affaires en 2020 de 15 M€.

Cette carrière a pour objet principal d'alimenter en calcaire l'usine d'Izaourt, installée sur le même site, qui produit une gamme complète de chaux hydrauliques naturelles, liants et mortiers, destinés au Bâtiment et aux Travaux Publics. Une part de la production de granulats est aussi commercialisée pour des usages classiques de chantiers de travaux publics.

L'abattage des matériaux est réalisé au moyen de tirs de mines, puis reprise des matériaux à la pelle hydraulique et tombereau vers les installations de traitement avant d'alimenter les fours à chaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Inspection de l'ensemble des opérations de réalisation d'un tir de mines de microminage en vue de valider les conditions d'exploitation en crête de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A l'issue de ce tir de mines il apparaît que les conditions pour lever l'arrêté de mesures d'urgence sont remplies. Il appartient désormais à l'exploitant de solliciter l'autorisation du préfet pour la reprise des tirs de mines selon le phasage prévu initialement.

Cette reprise de l'exploitation sera toutefois conditionnée à la modification préalable des prescriptions de l'arrêté d'autorisation pour la réalisation des tirs de mines "en crête" par arrêté préfectoral complémentaire.

Cette demande devra être anticipée d'un mois à minima et préciser les dispositions particulières retenues pour les tirs de mines dans le versant Est de la carrière. Il est attendu la description de la méthode de tir pour la zone concernée, le secteur et les cotes altimétriques dans lesquels ces tirs spécifiques doivent être réalisés et l'organisation prévue pour garantir la sécurité des tiers lors des tirs de mines.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Abattage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11,4	Sans objet
2	Abattage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11,4	Sans objet
3	Abattage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11,4	Sans objet
22	tir de microminage	AP Complémentaire du 28/10/2022, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les préconisations du tiers expert pour la réalisation des tirs de mines de microminage étaient respectées et que le résultat de ce tir de mines était conforme aux attentes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11,4
Thème(s) : Risques accidentels, plan de tir
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'abattage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir.
Constats : L'exploitant a produit le plan de tir. Le tir de mines est référencé T11 2022. Ce tir a été annoncé par courriel du 14 novembre 2022. L'inspection a constaté que le plan de tir proposé et sa mise en œuvre correspondaient aux préconisations faites par l'expert en minage dans son rapport référencé "SIMI22-061" sur l'ensemble des critères : hauteur de foration, diamètre, maille, respect des 4 mètres en pied de foration, quantité d'explosif par trou, consommation d'explosif par trou, adaptation des charges sur les deux dernières rangées côté versant (1 cartouche diamètre 50 + cordeau détonnant en lieu et place de cartouche de diamètre 70 sur les autres rangées). A noter le retrait du géotextile sur les deux dernières rangées, le tir de mines ayant spécifiquement pour objet d'apprécier son utilité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11,4
Thème(s) : Risques accidentels, plan de tir
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.
Constats : La surveillance des vibrations a été réalisée dans les conditions de l'article 24.7.6 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2003. Les résultats des mesures de vibration ont été communiqués à l'inspection le 25 novembre 2022. Les appareils ont été scellés aux habitations de M. DONATO et de M. SALIS. Il apparaît que pour ce tir de mines, le seuil de déclenchement des appareils de mesure de vibration fixé à 0,5 mm/s n'a pas été atteint, ainsi le seuil de vitesse particulaire pondérée fixée à 10 mm/s pour les habitations proches est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11,4
Thème(s) : Risques accidentels, plan de tir
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
Constats : Le tir de mines a eu lieu le mercredi 16 novembre 2022, à 12 h30, dans la plage horaire de l'article 3 de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site n°2003-69-1 du 10 mars 2003 modifié. La plage horaire de fonctionnement de la carrière est prévue de 7h30 à 18h30.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/10/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, microminage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SOCLI, ci-après nommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 2 quartier Castans à IZAOURT (65370) et qui exploite la carrière de calcaire aux lieux-dits « Le Boscq », « L'Espujos », « Le Prat de Bach » et « L'Escale » sur la commune d'IZAOURT, est autorisée à réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux tirs d'abattage aux cotes altimétriques 549 m NGF et 542 m NGF. Les tirs seront réalisés en respectant les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003-69-1 du 10 mars 2003 modifié et notamment de son article 14 ; • Réaliser un tir de « microminage » dans les conditions et selon les préconisations fixées par le tiers expert dans son rapport référencé SIMI 22-061 du 11 mars 2022 et SIMI 22-204 du 16 septembre 2022. <p>Le tir de microminage devra faire l'objet d'un suivi par un expert justifiant de sa qualité d'expert et notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'expérience et les compétences dans les domaines de la mise en œuvre des explosifs dans les carrières pour l'abattage de la roche ; • Les compétences techniques adéquates ; • L'encadrement et la formation du personnel. <p>L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la réalisation du tir de microminage, à minima une semaine avant sa mise en œuvre.</p> <p>L'expertise donne lieu à un rapport, rédigé en français, de nature à permettre à l'exploitant et à l'administration d'en apprécier pleinement son contenu et de pouvoir faire usage de ses conclusions sans équivoque.</p> <p>Le rapport de compte-rendu est remis à l'inspection des installations classées, au plus tard 2 mois après le début de l'expertise.</p> <p>Constats : L'inspection avait pour objet de vérifier le respect des conditions de réalisation du tir de "microminage" telles que prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire pris en référence.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant a fait superviser le tir de microminage par le même expert que celui retenu pour la tierce expertise du tir de mine accidentel de février 2022, justifiant ainsi sa qualité, son expérience et sa formation.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection de la réalisation du tir de microminage le 8 novembre 2022, puis a confirmé sa réalisation par mail du 14 novembre 2022. Le délai de prévenance a été respecté.</p> <p>Enfin, postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis le 25 novembre 2022, par courriel, le rapport de l'expert en minage respectant ainsi le délai de remise de ce rapport fixé à 2 mois.</p> <p>Ce rapport référencé SIMI 22-255 du 18 novembre 2022 permet de valider les préconisations pour les prochains tirs de mines à réaliser sur les dix derniers mètres côté versant.</p> <p>Le rapport est accompagné de deux préconisations, une relative à l'utilisation complémentaire d'un géotextile de protection (ou dispositif équivalent) sur les deux dernières lignes de forage jugée pas nécessaire mais laissée à l'appréciation de l'exploitant et l'autre, de garantir une épaisseur minimale de 4 mètres de roche en partie basse du forage.</p> <p>L'inspection conclut que les dispositions fixées par l'arrêté sus-visé, pour le tir de microminage, sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet